

CHRONIQUE

LA CONSOMMATION DES MENAGES DE 1960 à 1971

par Pierre LAMBERT (1).

La consommation finale de la population est le but ultime de l'activité économique : à tout producteur, il faut un consommateur. Et les services de marketing ont pour mission d'augmenter cette consommation afin de permettre à la production d'atteindre des niveaux de fonctionnement plus rentables.

La consommation des ménages joue économiquement un double rôle :

- d'une part, une augmentation quantitative de cette demande finale est nécessaire pour susciter la croissance,
- d'autre part, les mutations de la nature des biens et services consommés sont un critère qualitatif du développement.

Les études et enquêtes sur la consommation des ménages constituent ainsi une information fondamentale sur l'évolution économique nationale.

Au Maroc, deux enquêtes de consommation, la première en 1959-60, le seconde en 1970-71, ont été réalisées jusqu'à présent (2).

(1) Cet article est extrait de la deuxième partie du mémoire de D.E.S. en Sciences économiques : L'incidence de la croissance démographique au Maroc de 1960 à 1971 sur le développement économique, soutenu à la Faculté de Droit de Rabat en Novembre 1976.

(2) L'enquête de 1959-60 ne concerne que les ménages marocains musulmans, tandis que celle de 1970-71 étudie l'ensemble des ménages résidant au Maroc.

La première a été publiée en Août 1961 par le Service central des Statistiques, et les 7 volumes de la seconde d'Avril 1972 à Juillet 1973 par la Direction des Statistiques.

En y ajoutant les chiffres publiés par la Comptabilité Nationale, ces enquêtes mettent en évidence quatre caractères spécifiques de l'évolution de l'économie marocaine :

1. La faiblesse de la demande intérieure,
2. L'accentuation des disparités sociales,
3. La contrainte, en milieu urbain, des dépenses d'habitation et de transport,
4. L'importance croissante du secteur traditionnel.

S'il y a croissance au niveau de la société moderne de « consommation », la société traditionnelle s'enfoncé au contraire dans un statut de subsistance plus marqué.

1. LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE INTERIEURE.

Cette faiblesse de la demande intérieure a été soulignée par le Plan de développement économique et social de 1973-1977 :

« Les enquêtes récentes menées dans les différentes branches de l'activité économique ont décelé l'existence d'un taux d'utilisation des capacités de production relativement faible pour certaines branches... Cette caractéristique fondamentale de notre économie s'explique par la faiblesse de la demande intérieure découlant de la très faible augmentation des consommations des ménages ruraux vivant dans le secteur traditionnel et de la croissance insuffisante de celle des urbains » (3).

Avant d'analyser l'augmentation de la demande finale en milieu urbain et en milieu rural, telle que la présentent les enquêtes de consommation, nous commencerons par une étude de la consommation des ménages au niveau de la Comptabilité nationale.

Dans la comptabilité nationale, la consommation des particuliers est obtenue par solde à partir de la production intérieure brute

(3) Le taux d'utilisation des industries produisant des biens destinés à la consommation finale des ménages était de : 57% pour les industries alimentaires, 65% pour le textile, les vêtements, le cuir et les chaussures, 54% pour les industries du papier, du bois, de la céramique et du verre.

Cf. Plan de développement économique et social, 1973-77, volume I, Perspectives générales de développement, page 47.

(4), celle-ci étant par ailleurs calculée aux prix du marché de l'année 1960.

Il est ainsi possible de calculer une estimation de la consommation des particuliers en Dirhams constants sur la base des prix en 1960.

La valeur de la consommation en Dirhams constants peut également être obtenue en utilisant l'indice du coût de la vie à Casablanca. Appliqué globalement, cet indice donne une série de valeurs comparables aux précédentes (5).

En appliquant ces deux types de correction à la consommation

Evolution de la consommation des particuliers
(en millions de Dirhams)

Années	En Dirhams courants	aux prix du marché 1960	à partir de l'indice du coût de la vie
1959	6.310	6.674	6.651
1960	6.820	6.820	6.820
1961	7.030	6.908	6.906
1962	8.110	7.583	7.585
1963	8.760	7.755	7.746
1964	9.040	7.678	7.678
1965	9.550	7.842	7.845
1966	9.460	7.852	7.851
1967	9.890	8.255	8.273
1968	10.500	8.747	8.742
1969	11.450	9.256	9.262
1970	12.250	9.782	9.781
1971	13.220	10.148	10.141

(4) « La consommation des particuliers est obtenue par solde. Les tableaux d'échanges inter-branches donnent la ventilation de cette consommation par groupe de produits pour 1960 ». Cette note est reproduite au dessous de tous les tableaux de la comptabilité nationale donnant les emplois de biens et services disponibles sur le territoire marocain.

(5) Cet indice est calculé pour Casablanca et la pondération des biens et services qui le déterminent a été souvent contestée. En particulier, l'indice de loyer qui y figure est demeuré bloqué à 99,9 pendant toute la période que nous étudions.

En l'absence de tout autre indice de consommation, et compte tenu de sa concordance avec le calcul de la Production intérieure brute aux prix du marché 1960, nous nous en contenterons.

des particuliers de 1959 à 1971, nous obtenons les séries statistiques suivantes (6) :

Les deux séries statistiques obtenues sont très voisines l'une de l'autre, elles mettent en évidence une stagnation de la consommation de 1963 à 1966, et une reprise à partir de cette date.

L'ajustement par la méthode des moindres carrés sur échelle logarithmique permet d'estimer le taux de croissance structurel de cette consommation, appliqué à l'une ou l'autre des séries statistiques en Dirhams constants nous trouvons le même taux de croissance : 3,4% par an.

Le taux de croissance de l'ensemble de la population étant de 2,6% par an, l'augmentation moyenne de la consommation des particuliers pendant la période 1959-71 a donc été de 0,8% par an, augmentation trop faible pour exercer une action efficace sur la production.

Il est intéressant pour la suite de notre étude de comparer ces données globales avec les résultats des deux enquêtes sur la consommation des ménages.

En raison de la répartition différente du nombre de personnes par ménage dans ces deux enquêtes et dans les recensements, la comparaison ne peut se faire que sur la base de la consommation par personne (7).

Les consommations moyennes annuelles par personne sont les suivantes (8) :

Enquêtes de consommation		Comptabilité nationale	
1959-60	450 Dh (maroc. musul)	1960	587 Dh (toutes nation.)
1970-71	871 Dh	1971	872 Dh

(6) Cf. Annuaires Statistiques du Maroc des années correspondantes.

(7) Dans les deux enquêtes, la proportion de ménages d'une seule personne est sous-estimé : 2,4 au lieu de 7,8% en 1959-60 et 4,6 au lieu de 10,7% en 1970-71. Par contre, le pourcentage de ménages de 8 personnes et plus est sur-estimé.

(8) La consommation moyenne annuelle par personne pour l'ensemble du Maroc publiée par l'enquête de 1970-71 est de 900 Dh. Le chiffre de 871 Dh est obtenu en déduisant de la consommation en milieu rural le loyer fictif qui a été incorporé à la quasi-totalité des ménages (loyer non-comptabilisé en 1959-60).

La différence des résultats en 1959-60 s'explique par le haut niveau de vie des populations étrangères qui ne figurent pas dans l'enquête.

La concordance des résultats en 1970-71 permet d'aller plus avant dans notre étude de la consommation selon les milieux de vie.

L'étude de l'évolution de la consommation des particuliers en milieu urbain exige en premier lieu de rendre homogènes les enquêtes de 1959-60 et de 1970-71 en éliminant de cette dernière les populations marocaines israélites et étrangères.

Les ménages étrangers représentaient, selon l'enquête 1970-71, 3,7% des ménages urbains (9), et appartenaient à la classe supérieure de dépense.

Il est donc possible d'extraire cette sous-population de l'ensemble de l'enquête en éliminant de cette classe supérieure 3,7% de l'effectif total et une proportion correspondante de la masse de dépense qui revient à cette classe.

Par ailleurs, la population marocaine israélite ne représentait en 1971, selon le recensement, que 0,6% de la population urbaine marocaine. Cette sous-population ayant un niveau de vie comparable à celui de la population marocaine musulmane, nous pouvons l'incorporer à cette population.

L'évolution de la consommation moyenne annuelle par personne de la population marocaine musulmane urbaine est la suivante. (10)

Consommation moyenne annuelle par personne :	1956-60	1970-71	
		en Dh courants	en Dh constants
	613 Dh	1.245 Dh	957 Dh

Ce qui représente en Dirhams constants une augmentation de 56,1% en 11 ans.

(9) Cf. Enquête de consommation 1970-71, volume I, remarques sur le tableau 4.1, page 21.

(10) Cf. Enquête de 1959-60, tableau 6/10; page 123. et enquête de 1970-71, volume I, tableau 4.1, page 21, après élimination de 3,7% de la population dans la classe supérieure. Le calcul en Dirhams constants s'appuie sur l'étude précédente: sur la base 100 en 1959-60, l'indice des prix est de 130,3 en 1970-71.

L'étude de la consommation des particuliers en milieu rural ne demande pour que les deux enquêtes soient homogènes que de retirer des résultats de 1970-71 le montant des loyers (pour 98% fictifs) qui n'ont pas été comptabilisés en 1959-60 (11).

En 1971, nous pouvons considérer que la totalité de la population rurale était marocaine musulmane, le pourcentage d'étrangers étant inférieur à la marge d'erreur de l'enquête.

L'évolution de la consommation moyenne annuelle par personne de la population marocaine musulmane rurale est la suivante (12) :

Consommation moyenne annuelle par personne :	1959-60	1970-71	
		en Dh courants	en Dh courants
	392 Dh	620 Dh	476 Dh

Ce qui représente en Dirhams constants une augmentation de 21,4% en 11 ans.

L'écart entre le niveau de vie en milieu urbain et en milieu rural s'est nettement accentué. La consommation moyenne par personne en milieu rural était en 1959-60 de 36% inférieure à celle du milieu urbain, elle est en 1970-71 de 50% inférieure.

Si nous associons à cette augmentation de la consommation par personne la croissance de la population, nous obtenons pour la consommation totale des ménages marocains musulmans une augmentation de 182,7% en milieu urbain et de 48,3% en milieu rural de 1959-60 à 1970-71. (13).

(11) Cf. Enquête de 1959-60, page 95. L'enquête de 1970-71 a montré que 1,3% seulement des ménages ruraux payent un loyer (volume III, page 26) et a estimé que ces loyers réels représentaient 2% des valeurs des locations théoriques totales (volume I, page 35).

(12) Cf. Enquête de 1959-60, tableau 6/10, page 123 et enquête de 1970-71, volume I, tableau 4. 1 bis, page 22, après soustraction des dépenses de loyer de 43 Dh par personne.

(13) Le taux d'augmentation de la consommation totale est obtenue en multipliant le taux d'augmentation de la consommation par personne (+ 100) par le taux de croissance (+ 100) :

$$\frac{156,1 \times 181,1}{100} = 282,7 \quad \frac{121,4 \times 122,2}{100} = 148,3$$

Peut-on alors parler de faiblesse de la demande intérieure ?

Si la croissance moyenne ainsi calculée avait été celle de l'ensemble de la population, elle eût entraîné certainement une croissance correspondante de l'économie.

La consommation des particuliers n'a pas eu l'effet que l'on pouvait attendre pour deux raisons :

- d'une part, l'accentuation des disparités sociales,
- d'autre part, la faible part de la production du secteur moderne industriel dans la demande finale des ménages.

La « faiblesse de la demande intérieure » a pour causes une diminution de la consommation de la moitié la plus déshéritée de la population tant en milieu urbain qu'en milieu rural et le fait que ces populations n'ont pas accès à la société de consommation.

2. L'ACCENTUATION DES DISPARITES SOCIALES.

Pour Pareto, l'absence de croissance rend impossible toute diminution de l'inégalité des revenus :

« Les effets suivants : 1) une augmentation du revenu minimum ; 2) une diminution de l'inégalité des revenus, ne peuvent se produire, soit isolément, soit cumulativement, que si le total des revenus croît plus vite que la population ... Une diminution accidentelle, temporaire, de l'inégalité des revenus peut parfaitement avoir lieu... Mais à la longue, comme phénomène normal et moyen, cela est impossible, au moins tant que la loi que nous avons trouvée sur la répartition des revenus continue à se vérifier » (14).

A une faible augmentation du revenu et de la consommation, nous trouvons associée une accentuation des disparités sociales.

Le Plan quinquennal 1973-77 juge « indispensable que des mesures particulières soient prises pour veiller au maintien d'un certain équilibre dans la répartition des richesses et des revenus. En effet, la stricte continuation des politiques suivies dans le passé peut conduire à une concentration plus grande des revenus et à une polarisation sociale plus accentuée » (15).

(14) Cours d'économie politique, Lausanne 1896, n° 965.

(15) Plan 1973-77, volume I, pages 66 et 67.

Il n'est malheureusement pas possible d'étudier la répartition des revenus (16), faute d'informations statistiques. Nous nous contenterons ici d'analyser l'évolution de la distribution des dépenses au niveau national, puis selon les milieux de vie et enfin (dans le chapitre suivant) selon les catégories socio-professionnelles.

L'analyse de la répartition des dépenses s'effectue ordinairement à l'aide du diagramme de Lorentz-Gini, qui donne lieu à un calcul d'indice de concentration permettant la comparaison entre des périodes ou des pays différents.

En éliminant des résultats de l'enquête de 1970-71 les ménages étrangers, il nous est possible de comparer la distribution des ménages marocains selon les classes de dépense et la part relative des dépenses totales de chaque classe (17) en 1959-60 et en 1970-71.

L'indice ainsi calculé est de 0,35 (ou 35%) pour l'enquête de 1959-60, et de 0,47 (ou 47%) pour l'enquête de 1970-71.

Théoriquement, les bases de cet indice sont la répartition du revenu (et non de la dépense) par personne (et non par ménage). Si nous tenons compte de ce que l'épargne n'apparaît que dans les classes ayant un revenu élevé, et de ce que les ménages ayant des hauts revenus comprennent habituellement moins de personnes que les ménages les plus pauvres, l'indice ici obtenu est inférieur à celui qui serait calculé sur la base du revenu par personne.

Il apparaît d'autant plus exceptionnellement élevé si nous le comparons à l'indice calculé à partir du revenu par personne des autres pays du Maghreb (18).

(16) En particulier, l'étude de la répartition des revenus selon le modèle de Pareto (le nombre de personnes dont le revenu est supérieur à x est égal à $A.x^{-a}$, A et a étant des constantes) nous est impossible. Les essais effectués sur les enquêtes de 1959-60 et de 1970-71 nous ont montré l'impossibilité d'appliquer cette loi à la répartition des dépenses. Cf. Enquête de 1959-60, graphiques 5 et 10 pages 109 et 113.

(17) La part relative des dépenses totales de chaque classe est le pourcentage des dépenses d'une classe par rapport aux dépenses totales des ménages. Cf. pour la répartition en 1959-60, Enquête de consommation tableau 6/1, page 114. La répartition en 1970-71 est calculée en éliminant 1,3% des ménages parmi ceux de la classe supérieure de dépense dans l'enquête de 1970-71, tableau 4. 1ter, page 23.

(18) L'indice de concentration était en 1964 de 32,75% en Algérie, et en 1963 de 31,5% en Tunisie.

L'augmentation de cet indice de concentration met en évidence l'aggravation du déséquilibre dans la répartition du revenu et des dépenses.

La cause ne doit pas en être recherchée immédiatement dans le taux de croissance de la population des différentes classes sociales, mais dans les structures de la société et de la vie économique marocaine.

Cette accentuation des disparités sociales est le résultat de deux phénomènes concomitants :

- la diminution du niveau de vie des classes les plus défavorisées,
- la forte progression de la consommation des classes supérieures.

Les enquêtes ne donnant pas le nombre moyen de personnes par ménage selon les classes de dépense, la comparaison entre les niveaux de vie en 1959-60 et en 1970-71 se fera sur la base de la consommation par ménage, en analysant l'évolution de la moitié la plus démunie face à celle des 10% les mieux nantis.

En milieu urbain, l'accentuation des disparités sociales se caractérise ainsi :

Consommation annuelle moyenne par ménage urbain

	1959-60	1970-71	
		en Dh courants	en Dh courants
Ensemble des ménages	3.350 Dh	7.292 Dh	5.596 Dh
50% inférieurs	2.202 Dh	2.745 Dh	2.106 Dh
10% supérieurs	7.314 Dh	24.570 Dh	18.856 Dh

Pour la moitié des ménages les plus déshérités la baisse de la consommation moyenne a été de 4,4%, la diminution du niveau de vie par personne est encore plus importante en raison de l'augmentation du nombre moyen de personnes par ménage entre 1959-60 et 1970-71. (19).

19. Les recensements de 1960 et de 1971 font apparaître que le nombre moyen de personnes par ménage marocain musulman en milieu urbain est passé de 4,3 en 1960 à 4,8 en 1971.

Pour les 10% des ménages les plus favorisés, au contraire, la masse de consommation exprimée en Dirhams constants a été multipliée par plus de deux fois et demie. Cette forte augmentation des classes supérieures explique l'augmentation de la consommation moyenne pour l'ensemble de la population urbaine.

Cette aggravation des disparités sociales est sensiblement du même ordre de grandeur en milieu rural :

Consommation annuelle moyenne par ménage rural

	1959-60	1970-71	
		en Dh courants	en Dh constants
Ensemble des ménages	2.160 Dh	3.743 Dh	2.373 Dh
50% inférieurs	1.479 Dh	1.541 Dh	1.183 Dh
10% supérieurs	3.995 Dh	12.729 Dh	9.769 Dh

Pour la moitié des ménages les plus déshérités, la baisse de la consommation moyenne a été de 20%, cette diminution est encore plus importante au niveau des individus car le nombre moyen de personnes par ménages a augmenté de 1959-60 à 1970-71 (20).

L'augmentation de la consommation des 10% des ménages les plus favorisés est un peu moins forte qu'en milieu urbain (un peu moins de deux fois et demie), mais elle demeure extrêmement importante comparée à la situation de la moitié inférieure.

L'accentuation des disparités sociales est donc aussi marquée en milieu rural qu'en milieu urbain, en notant toutefois l'augmentation de l'écart entre le milieu urbain et le milieu rural.

3. LA CONTRAINTE, EN MILIEU URBAIN, DES DEPENSES D'HABITATION ET DE TRANSPORT.

Le déplacement de la consommation des biens de première nécessité (alimentation, logement...) vers des biens et services de mieux

20. En milieu rural, ce nombre moyen est passé de 5,1 en 1960 à 5,8 en 1971.

être (appareillages modernes, transports, loisirs...) constitue un critère général d'élévation du niveau de vie et de développement social.

Il est habituel de répartir la consommation des particuliers en cinq catégories de biens et services : Alimentation et boissons, Habillement, Habitation, Entretien, hygiène et soins, Transports loisirs et divers.

Nous utiliserons cette classification pour étudier l'évolution de la structure de la demande finale selon les milieux urbains et ruraux en fonction des niveaux de vie des ménages.

En raison de l'orientation de notre étude, et des données disponibles, nous ne nous intéresserons qu'à l'évolution de la consommation de la population marocaine musulmane.

Cette analyse ne peut se faire en valeur réelle, car le seul indice synthétique des prix à la consommation est l'indice du coût de la vie à Casablanca et la pondération sur laquelle il est fondé ne peut s'appliquer aux structures de consommation selon les différents niveaux de vie et les milieux urbains et ruraux.

Notre analyse s'appuiera sur les coefficients budgétaires (21) et sur la valeur en Dirhams courants de la consommation. Nous n'étudierons ici que la répartition de la demande finale, l'analyse globale ayant été faite précédemment (22).

L'évolution de la structure de la consommation en milieu urbain et en milieu rural est résumée dans le tableau des coefficients budgétaires suivant (23). :

(21) Le coefficient budgétaire exprime la part consacrée à la consommation d'un bien ou d'un service en prenant pour la consommation totale la valeur 100.

(22) Des résultats de l'enquête de 1970-71 ont été éliminés les ménages étrangers et le loyer en milieu rural.

(23) Cf. Enquête de 1959-60, tableau 7/2, page 128 ; Les coefficients budgétaires de 1970-71 ont été calculés à partir des consommations, Cf. Volume I, tableaux 4.1 et 4.1 bis pages 21 et 22, volume III, tableaux 2, pages 41-42 et 52-53, volume V, tableaux 2, pages 24-25 et 31-32, volume VI, tableaux 2, pages 22-à 25, Volume VII, tableaux 2, pages 25 à 28.

Evolution des coefficients budgétaires :

	Milieu urbain		Milieu rural	
	1959-60	1970-71	1959-60	1970-71
Alimentation et boissons	59,7	46,4	75,9	67,9
Habillement	7,6	9,1	8,1	12,4
Habitation	18,5	22,7	5,3	9,2
Entretien, Hyg. et soins	4,9	5,7	2,3	3,7
Transports, loisirs etc.	9,3	16,1	8,4	6,8
	100	100	100	100

En ce qui concerne les biens alimentaires, leur importance relative a diminué, phénomène qui correspond à l'augmentation de la consommation moyenne observée précédemment.

L'accroissement du coefficient budgétaire d'Habillement s'explique en partie par la forte augmentation des prix de ces biens (24).

La part d'habitation s'est fortement accrue. Le logement constitue un bien de première nécessité, et dans certains cas une contrainte pesant sur les autres dépenses comme nous le verrons.

En milieu urbain, cette augmentation du coefficient budgétaire est en contradiction apparente avec deux autres données statistiques : d'une part un coefficient d'élasticité (25) inférieur à l'unité, d'autre part un indice de prix ayant nettement moins augmenté que celui des autres biens et services (26).

Le coefficient budgétaire d'entretien, hygiène et soins demeure trop faible pour qu'il soit possible d'en tirer une information sur l'élévation du niveau de vie.

(24) L'indice des biens d'habillement était en 1970-71 de 147,4, alors que l'indice général du coût de la vie à Casablanca était de 133,2.

(25) Le coefficient d'élasticité est le quotient de la variation relative de la consommation d'un bien par la variation relative de la consommation totale (ou du revenu, dans certains cas). Le coefficient d'élasticité de la consommation d'habitation en milieu urbain était de 0,85 en 1959-60 et de 0,94 en 1970-71, de ce fait, l'augmentation de la consommation moyenne aurait dû entraîner une baisse du coefficient budgétaire d'habitation.

(26) L'indice de l'habitation était de 120,9 en 1970-71, alors que l'indice général du coût de la vie à Casablanca était de 133,2.

La forte augmentation de la part des dépenses consacrées aux transports, loisirs et divers en milieu urbain, semble indiquer une mutation de la demande vers cette catégorie de biens et services. Nous n'avons pas pour l'instant d'explication de la diminution de ce coefficient budgétaire en milieu rural (27).

Considérée globalement, l'évolution de la structure de la consommation met en évidence certains signes de développement :

- la diminution de la part de la dépense consacrée à l'alimentation,
- l'augmentation des coefficients budgétaires de presque toutes les autres catégories de biens et services.

Il semblerait donc que la situation ait évolué favorablement et que les remarques du Plan quinquennal sur la « faiblesse de la demande intérieure » ne soient pas fondées.

En réalité, cette situation recouvre les deux évolutions divergentes que nous avons signalées : la diminution du niveau de vie pour la moitié la plus défavorisée de la population, et l'importante élévation de la dépense des plus favorisés.

L'augmentation du coefficient budgétaire des dépenses d'habitation (associée à un coefficient d'élasticité inférieur à 1) met en évidence cette diminution du niveau de vie en milieu urbain où les dépenses de logement constituent la première contrainte, avant même les dépenses alimentaires.

L'analyse de la structure de la consommation selon les niveaux de vie en milieu urbain permet de préciser les observations précédentes.

Nous nous sommes efforcés de répartir les ménages observés en 1970-71 selon cinq classes de dépenses comparables aux cinq classes fixées dans l'enquête de 1959-60 (28).

Nous n'analyserons ici que les éléments ayant un intérêt pour notre propos.

(27) Cette question sera étudiée plus loin.

(28) Cf. Enquête de 1959-60, tableau 6/7 page 120 et 10/2 page 197 : pour l'enquête de 1970-71 nous utilisons les tableaux indiqués à la note 23 après correction des dépenses de la classe 19 de la région économique VI (dépenses que nous avons remplacées par la moyenne pondérée de celle des autres régions).

La part des dépenses alimentaires a diminué, quelle que soit la classe de dépense mais cette diminution est faible (13%) pour la classe inférieure et forte (27%) pour la classe supérieure.

Le coefficient budgétaire de l'habillement a augmenté, sauf pour la classe inférieure où il a diminué de 8%.

La part des dépenses d'habitation a augmenté pour toutes les classes, l'augmentation est la plus forte pour la classe inférieure (34,5%) et la plus faible pour la classe supérieure (20,8%). Cette classe a pu améliorer ses conditions de logement grâce à une légère augmentation des dépenses qui lui sont consacrées, alors que les classes les plus défavorisées ont été contraintes de dépenser davantage pour se loger (29).

Le coefficient budgétaire d'entretien, hygiène et soins a légèrement diminué pour les trois classes inférieures.

Les dépenses de transports, loisirs et divers ont augmenté fortement pour toutes les classes, spécialement pour la quatrième (119%). C'est là un élément spécifique de la société de consommation où les contraintes de la vie en ville imposent des frais de transport dûs à l'éloignement de l'habitation et du lieu de travail.

L'analyse de cette consommation effectuée en Dirhams courants met en évidence l'aggravation des conditions de vie pour les ménages urbains les plus défavorisés.

L'évolution de la répartition de la consommation moyenne annuelle des ménages de la classe inférieure de dépenses, exprimées en Dirhams courants se présente ainsi (30) :

	Aliment	Habill.	Habitat	Entr. H.S.	Transp. L.D.	Total
1959-60	1.055	64	310	62	60	1.551
1970-71	901	58	400	52	104	1.524

(29) Selon l'enquête de 1970-71, les coefficients budgétaires des ménages urbains dont la consommation annuelle est inférieure à 600 Dh sont de 48,1 pour l'alimentation et de 45 pour l'habitation. Cf. tableaux cités à la note 23.

(30) Cette classe de dépenses comprenait 17,5% des ménages urbains en 1959-60 et 21,5 % en 1970-71. L'augmentation de ce pourcentage ne modifie par notre analyse, l'apport de 4 % de ménages d'un niveau de vie supérieur vient « améliorer » les résultats de 1970-71. Ces valeurs ont été calculées à partir des coefficients budgétaires de 1959-60 et en calculant la moyenne pondérée des quatre classes inférieures de dépenses en 1970-71.

Malgré une diminution de la consommation totale, les dépenses d'habitation et de transports ont augmenté. Ces dépenses sont bien une contrainte pour ces ménages urbains passant avant les dépenses alimentaires (31).

Par contre, en 1970-71, la moitié de la masse totale de la consommation urbaine était réalisée par 20% des ménages dont la part de la dépense selon les différents biens et services était la suivante : 42% de la consommation alimentaire totale, 58% de l'habillement, 47% de l'ensemble des dépenses d'habitation, 57% des dépenses d'entretien, Hygiène et soins, 67% des dépenses de transports, loisirs et divers du milieu urbain.

L'augmentation vers des biens et services de « mieux-être » est essentiellement réalisée par cette catégorie supérieure de la population urbaine.

L'évolution de la structure de la consommation en milieu rural selon les classes de dépense a été effectuée en répartissant les observations de 1970-71 selon cinq classes de dépenses comparables aux cinq classes de l'enquête de 1959-60 (32).

Les variations des coefficients budgétaires sont moins importantes que dans le milieu urbain et risquent de masquer l'évolution réelle.

La part des dépenses alimentaires a en effet diminué pour toutes les classes de dépenses, alors que les autres coefficients budgétaires ont augmenté (excepté les coefficients budgétaires de transports, loisirs et divers des classes supérieures).

Il est faux d'en déduire une élévation générale du niveau de vie. En réalité, l'étude de la consommation en Dirhams courants montre que le coefficient budgétaire de l'alimentation a diminué dans les classes inférieures principalement parce que les autres dépenses n'étaient pas compressibles.

En réunissant les deux classes inférieures de dépenses distinguées précédemment nous regroupons 40% des ménages ruraux.

(31) La valeur de la consommation alimentaire moyenne (y compris l'auto-consommation) est en 1970-71 de 75 Dirhams courants par mois pour ces ménages comprenant en moyenne 5,8 personnes.

(32) Cf. Enquête de 1959-60, tableau 6/7 page 120 et tableau 10/2 page 197. Pour l'enquête de 1970-71, nous utilisons les tableaux indiqués à la note 23.

L'évolution de la consommation annuelle moyenne de ces ménages en Dirhams courants se présente ainsi :

	Aliment.	Habill.	Habitat.	Entr. H.S.	Trans. L.D.	Total
1959-60	1 135	103	61	25	72	1 396
1970-71	928	121	99	25	68	1 241

La diminution de la consommation globale a eu pour effet principal une régression de la consommation alimentaire. Compte tenu de l'augmentation des prix des autres biens et services, il y eu seulement permanence de l'« insatisfaction » des autres besoins fondamentaux.

Pour la classe supérieure de dépenses, au contraire, la valeur en dirhams courants de la dépense moyenne d'alimentation a augmenté de 153%. Les consommations d'habillement, d'habitation, d'entretien, hygiène et soins ont plus que quadruplé, montrant ainsi que la satisfaction des besoins s'est d'abord portée sur ces biens et services, alors que les dépenses de transports, loisirs et divers en Dirhams courants ont à peine doublé.

En 1970-71, cette classe supérieure constituée par 15% des ménages réalise 40% de la consommation totale des ménages ruraux. La part des dépenses de ces ménages par rapport aux dépenses totales se répartit ainsi : alimentation 37%, habillement 47%, habitation 48%, entretien, hygiène et soins 56%, transports loisirs et divers 52%.

Il y a donc bien une faiblesse de la demande intérieure, dans la mesure où l'augmentation de la demande reste le privilège d'une minorité tandis que le niveau de vie de la majorité de la population reste stationnaire ou s'aggrave.

Pour cette moitié de la population, tant en milieu urbain, qu'en milieu rural, il n'y a eu aucune augmentation de la consommation et par suite aucune action de la demande sur la production.

Nous constatons que les mutations de la demande finale s'effectuent d'une manière comparable, qu'il y ait diminution ou augmentation du niveau de vie.

L'analyse en termes de coefficient budgétaire met en évidence une diminution de la part des dépenses alimentaires et une augmen-

tation des services du tertiaire, mais loin d'être le signe d'un mieux être, cette mutation montre au contraire que certains services sont, surtout en milieu urbain, une contrainte.

Il paraît difficile d'espérer que la seule consommation des classes privilégiées soit suffisante pour provoquer efficacement une augmentation de la production, d'autant plus qu'une partie de la demande de cette classe se porte vers des biens et des services importés, alors que la quasi-totalité de la consommation des classes les plus pauvres se porte vers des biens et services produits par le secteur traditionnel.

4. L'IMPORTANCE CROISSANTE DU SECTEUR TRADITIONNEL.

Il est habituel de caractériser une économie sous-développée par sa structure dualiste : un secteur moderne se superposant au secteur traditionnel, sans relations avec lui.

Cette représentation est certes simpliste, mais elle exprime une réalité que nous retrouvons au niveau de la demande finale : une opposition entre les biens et services produits par la société non-industrielle (agriculture, artisanat, commerce) et les biens et services produits par la société industrielle (produits des industries locales, importations).

L'augmentation de la demande finale est un facteur de croissance de la production dans la mesure où cette demande s'adresse à des produits du secteur industriel.

La production agricole, en effet, demeure limitée par les conditions de ce secteur (difficulté d'augmenter les rendements, récoltes soumises aux aléas climatiques...) et la production de services a peu d'effets sur le potentiel de production.

Ainsi l'action de la demande finale sera plus ou moins importante selon la place de la production industrielle dans la consommation finale, action qui sera diminuée par les importations de ces mêmes biens industriels.

La répartition de la consommation finale selon les quatre sources de production :

- biens autoconsommés
- biens et services de la société traditionnelle
- biens industriels produits localement
- biens importés

est révélatrice à la fois du mode de vie et du niveau de développement atteint par un pays.

L'étude de cette répartition en 1960 est rendue possible grâce au tableau d'échanges inter-branches établi pour cette année (33), tableau qui donne la consommation finale des ménages nationaux et étrangers et qui complète l'enquête de consommation de 1959-60.

Nous avons calculé dans la demande finale de chaque produit la part de production agricole, de valeur ajoutée industrielle, artisanale et commerciale (34) ainsi que la valeur des biens importés soit comme consommation intermédiaire soit comme consommation finale (35).

La consommation finale est donc ainsi répartie selon les quatre sources de production choisies, l'ensemble de la valeur ajoutée provenant des industries locales (même au niveau de la consommation intermédiaire) étant calculé séparément.

A l'aide de l'enquête de consommation de 1970-71 et de diverses enquêtes sur l'industrie, les transports et le commerce de gros, il nous a été possible d'établir pour l'année 1970 une analyse de la provenance des biens et services consommés par les particuliers comparables à celle effectuée pour 1960 (36).

(33) Ce tableau figure en annexe de l'ouvrage sur « Le développement industriel » intégré au plan quinquennal 1960-64. La consommation finale des nationaux et des étrangers est donnée par le tableau 8, page 50. Le montant total de la consommation des particuliers est de 6.878,7 millions de Dirhams, chiffre supérieur de 58,7 millions de Dirhams au chiffre de la comptabilité nationale, l'écart venant d'une estimation différente de l'autoconsommation à la suite de l'enquête de 1959-60. Cf. Enquête de 1959-60, pages 137 et 138.

(34) La valeur de la production artisanale, qui n'est pas isolée dans le tableau inter-branches, a été estimée à partir de la répartition de la production entre l'industrie et l'artisanat publiée en 1964, Cf. L'industrie, les mines et l'énergie, comptes d'exploitation, emploi, investissements, 1964, pages 33 et sq.

(35) Une répartition plus détaillée des importations publiée dans l'annuaire statistique de 1960, pages 146 à 148 a permis de compléter cette ventilation.

(36) Nous nous sommes servi principalement de l'ouvrage *Situation des industries de transformation en 1970* qui donne le détail des consommations intérieures de tous les biens industriels produits localement ou importés. Les consommations intermédiaires en produits agricoles ou importés ont été calculées à l'aide de l'étude de structure sur l'industrie, les mines, l'énergie,... publiée en 1969.

Nous obtenons ainsi pour 1970 une consommation totale de 12.816,3 millions de Dirhams courants (37).

La part de biens autoconsommés est fournie par les enquêtes de consommation.

La part de biens et services produits et commercialisés par la société traditionnelle est obtenue par solde, après soustraction des valeurs ajoutées de l'industrie locale et des importations.

L'ensemble des services de commercialisation a été incorporé aux productions du secteur traditionnel, par contre la consommation intermédiaire des industries en transports et services a été maintenue dans la production industrielle, ainsi que les différents impôts, taxes ou subventions de ce secteur (38).

Nous étudierons séparément la répartition de la demande des particuliers en biens agricoles et alimentaires, puis celle des autres biens et services.

La répartition de la consommation en biens agricoles et alimentaires selon les quatre sources de production en 1960 et en 1970 se présente ainsi (les chiffres sont en millions de Dirhams courants) :

Répartition des biens agricoles et alimentaires en 1960.

	Auto-consommés	Secteur tradit.	Industr. locales	Import.	Total
Agriculture pêche	970	947,5	50,4	262,7	2.230,6
Sucre, Café		136,0	150,7	194,3	481,0
Conserves, froid		21,7	51,9	11,9	85,5
Corps gras, lait		116,2	39,8	109,6	265,6
Grains et farines		459,0	31,0	19,3	509,3
Boissons, tabac		88,9	131,1	20,6	240,6
Ensemble	970	1.769,3	454,9	618,4	3.812,6
Pourcentages	25,5%	46,4%	11,9%	16,2%	100

(37) La consommation des particuliers en 1970 publiée par la comptabilité nationale est de 12.250 millions de Dirhams, comme en 1960 l'écart peut être attribué à une estimation différente de l'autoconsommation.

(38) La part des industries locales dans la consommation finale correspond en comptabilité à la valeur ajoutée brute aux prix du marché augmentée des consommations intermédiaires en biens industriels produits localement, en transports et en services.

Répartition des biens agricoles et alimentaires en 1970.

	Auto- consom- més	Secteur tradit.	Industr. locales	Import	Total
Agriculture pêche	1.191	3.362,3	160,2	150,5	4.864,0
Sucre, café		323,8	431,5	182,8	938,1
Conserves, froid		15,9	35,0	4,0	54,9
Corps gras, lait		128,6	79,1	134,4	342,1
Grains et farines		580,9	59,5	136,7	777,1
Boissons, tabac		192,6	376,3	36,6	605,5
Ensemble	1.191	4.604,1	1.141,6	645,0	7.581,7
Pourcentages	15,7%	60,7%	15,1%	8,5%	100

La part de l'industrie locale a plus que doublé en valeur monétaire, mais elle est toujours quatre fois moins importante que la part de consommation assurée par le secteur traditionnel.

Dans le domaine des biens alimentaires, la part des biens importés et produits localement par le secteur industriel a diminué de 1960 à 1970. La faiblesse de la demande intérieure a eu pour effet un déplacement de la demande vers le secteur traditionnel.

La valeur ajoutée de l'industrie locale dans la consommation des ménages demeure extrêmement faible. Cette valeur ajoutée est surtout réalisée dans les industries du Sucre, Café, Boissons et Tabac (plus de 70% de la valeur ajoutée industrielle en 1970).

Dans ces conditions, l'augmentation de la demande n'a qu'un effet très réduit sur le développement industriel. La demande de produits industriels se faisant principalement à travers le sucre et le tabac, biens qu'il est impossible de se procurer en dehors.

Dans la répartition de la demande des autres biens et services, la part autoconsommée n'a été estimée que dans l'enquête de 1970-71 (39) ; en raison de sa faible importance nous l'avons incorporée aux biens et services du secteur traditionnel.

(39) L'autoconsommation de biens non-alimentaires autres que le logement ne représentait en 1970 que 28,5 millions de Dirhams, soit environ 0,5 % des dépenses totales de cette catégorie. L'autoconsommation non-alimentaire n'a pas été étudiée par l'enquête de consommation de 1959-60.

Les différentes productions industrielles (dont plus de la moitié concernent l'habillement) ont été regroupées en un seul poste.

La répartition de la consommation finale des ménages selon les biens et services autres qu'agricoles et alimentaires se présente ainsi (les chiffres sont en millions de Dirhams courants) :

Répartition des autres biens et services en 1960.

	Secteur traditionnel	Industries locales	Importation	Total
Energie	85,2	100,9	46,7	232,8
Industries	845,6	353,6	650,7	1.849,9
Transports	82,5	20,2	10,7	113,4
Services	336,7	25,7	23,2	385,6
Logement	434,3	30,4	19,7	484,4
Ensemble	1.784,3	530,8	751,0	3.066,1
Pourcentages	58,2%	17,3%	24,5%	100

Répartition des autres biens et services en 1970

	Secteur traditionnel	Industries locales	Importation	Total
Energie	242,5	221,0	88,5	552,0
Industries	1.602,1	612,0	537,8	2.751,9
Transports	163,4	47,4	36,7	247,5
Services	784,2	84,9	103,7	972,8
Logement	653,2	30,7	26,5	710,4
Ensemble	3.445,4	996,0	793,2	5.234,6
Pourcentages	65,8%	19%	15,2%	100

L'augmentation de la demande s'adressant aux industries locales demeure faible. La diminution de la part des produits importés n'a pas entraîné une hausse équivalente de l'activité industrielle locale (40).

(40) Parmi les produits industriels, la diminution des importations provient de la baisse des importations de tissus qui était de 204,5 millions de Dirhams en 1960 et de 26,0 millions de Dirhams en 1970, les besoins intérieurs ayant été peu à peu assurés par l'industrie locale.

L'augmentation de la valeur ajoutée du secteur industriel moderne est très forte dans la consommation d'énergie électrique ou pétrolière, mais même dans ce domaine la part du secteur traditionnel et commercial a augmenté encore plus rapidement (41).

Dans les produits des industries de transformation, la part de la valeur ajoutée industrielle est passée de 19% en 1960 à 22,2% en 1970, et les importations (principalement des produits semi-finis) tiennent encore une place importante en 1970. Toutefois ces importations ont diminué en valeur (42).

Au niveau de la consommation globale des ménages la répartition entre les différents secteurs est la suivante :

Répartition de la consommation globale des ménages

	Secteur traditionnel et commercial	Secteur industriel	Importations	Total
1960	4.523,6 Dh 65,8%	985,7 Dh 14,3%	1.369,4 Dh 19,9%	6.878,7 Dh 100
1970	9.240,5 Dh 72,1%	2.137,6 Dh 16,7%	1.438,2 Dh 11,2%	12.816,3 Dh 100

Le faible niveau de consommation d'une grande partie de la population est la cause première de cette augmentation de la part du secteur traditionnel dans la demande finale. Mais ce secteur est aussi celui où les salaires sont les plus faibles, l'effet provoqué par une augmentation de la production demeure donc limité.

Il serait faux d'imputer la diminution de la part des importations au départ de nombreux étrangers consommant une part importante de produits importés.

(41) Ont été comptabilisés en 1970 dans le secteur énergie tous les biens d'éclairage et de chauffage, certaines consommations de bois et de charbon de bois ayant été incorporées ailleurs en 1960.

(42) La place des importations dans la consommation finale des produits des industries de transformation est passée de 35,2% en 1960 à 19,5% en 1970.

D'une part, l'importance relative de la dépense des étrangers n'a que légèrement diminué de 1960 à 1970 (43).

D'autre part, les ménages marocains accédant à la société de consommation sont venus prendre le relais.

La part de biens de consommation finale (y compris le tabac et les boissons) qui ne sont pas de première nécessité (biens alimentaires importés) est passée de 42,9% en 1960 à 41,9% en 1970 (44).

Plus des deux cinquièmes des produits importés sont ainsi destinés à la consommation d'une partie de la population, celle dont le niveau de vie lui permet d'accéder aux biens de la société occidentale.

Certes, les industries locales peuvent aussi développer leur production en exportant, mais cette possibilité reste limitée (45).

La plus grande part de la valeur ajoutée industrielle concerne des biens destinés à la consommation finale des ménages nationaux (46) et le secteur industriel ne peut se développer que suivant le rythme de la demande intérieure.

Pour que l'accroissement de la demande ait une certaine efficacité sur le développement économique, il est nécessaire que la consommation ait atteint un niveau relativement élevé en biens industriels.

Faute de quoi, nous assistons à des situations semblables à celle du Maroc, où l'augmentation de la demande intérieure entraîne un très faible développement de l'industrie, le secteur traditionnel prenant au contraire de plus en plus d'importance.

(43) La consommation des ménages étrangers représentait 17,6% en 1960 et 12,9% en 1970-71 de la consommation totale.

(44) Les importations de biens de consommation étaient de 588 millions de Dirhams en 1960, et de 602,8 millions de Dirhams en 1970, (y compris le tabac et les boissons). Cf. *Annuaire statistique 1960*, pages 146 et 148, et 1970, pages 131 et 132.

(45) Les exportations de biens des industries de transformation locales étaient de 446,4 millions de Dirhams en 1970, sur un montant de production de 6.707 millions de Dirhams, soit un peu moins de 6,7% de la production. Cf. *Annuaire statistique 1970*, pages 133 et 134, et *Situation des industries de transformation en 1970*.

(46) La valeur ajoutée des industries de transformation en 1970 était de 1.918,185,000 Dirhams, la consommation finale des ménages représentait à cette date 1.609,6 millions de Dirhams, soit 83,9% de cette valeur ajoutée. Cf. *Situation des industries de transformation en 1970*.

4. LA SOCIÉTÉ DE SUBSISTANCE FACE À LA SOCIÉTÉ

L'écart entre les niveaux de vie n'est pas seulement quantitatif, il est avant tout qualitatif.

Les différences ne sont pas ressenties par les individus en fonction de la valeur marchande des biens, mais selon la satisfaction (souvent induite par le comportement social) qui en découle.

De sorte que la vie au niveau de subsistance n'est pas en elle-même un manque ou une déchéance, elle le devient lorsque l'individu se trouve mis en présence d'une société qui bénéficie de biens jugés par l'opinion commune comme indispensables.

L'écart entre la société de subsistance et la société de consommation peut ainsi s'analyser à partir de certains éléments caractéristiques du niveau et du style de vie.

Parmi les biens alimentaires, la consommation de boissons alcoolisées se veut la marque d'un certain rang social (47). La quantité consommée par personne pour la classe supérieure de dépense est 83 fois plus grande que la moyenne consommée par les personnes des autres classes (48).

Dans la catégorie des biens d'habitation, le logement est lui aussi caractéristique du niveau de vie.

Il ne s'agit pas tellement du statut d'occupation qui demeure relativement constant dans le temps et selon les classes de dépense (49), mais de la nature du logement et des éléments de confort.

Le recensement de 1971 donne la répartition de ces éléments de confort selon la nature du logement. En ce qui concerne les loge-

(47) Malgré le départ d'une grande partie de la population israélite et étrangère, la consommation de boissons alcoolisées continue de se développer. De 1960 à 1970, la production de vin a diminué de moitié, mais les importations ont quintuplé, les quantités de liqueurs, apéritifs et eaux-de-vie produits localement ou importés sont demeurées constantes, enfin la production locale de bière a augmenté de 27,8%. Cf. *Annuaire statistique 1960 et la Situation des industries de transformation en 1970*.

(48) Cf. *Enquête de 1970-71, volume IV, tableau 41, pages 46 et 47*.

(49) 40% des ménages urbains étaient propriétaires de leur logement en 1950-60 et en 1970-71, le statut d'occupation ne varie pas de façon systématique selon la dépense totale. En milieu rural, 91% des ménages sont propriétaires de leur logement, le pourcentage étant plus faible lorsque les dépenses du ménage diminuent. Cf. *Enquête de 1959-60, pages 68 et 69, et enquête de 1970-71, volume III, tableau 7, page 19*.

nents en maçonnerie et les baraques de type bidonville les pourcentages de ménages disposant des éléments de confort sont les suivants (50) :

	log. en maçonnerie	baraque
Cuisine distincte	66,1%	36,4%
W.C. privé	71,0%	27,8%
Eau courante	64,8%	3,6%
Electricité	81,5%	6,9%

L'absence presque générale d'eau courante et d'électricité (51) dans les baraques de type bidonville (qui constituent 10% des logements urbains) révèle qu'entre les villas ou les appartements modernes possédant tout le confort et ces logements sommaires, il y a plus qu'une différence de niveau de vie, il existe, entre ces milieux, une différence de nature, ils constituent des univers qui disposent, totalement et différemment, de l'espace, de la lumière et de l'eau.

L'accentuation des disparités sociales se traduit par des mutations qui rendent les individus appartenant aux classes extrêmes davantage étrangers les uns aux autres, mutations qui aboutissent finalement à une désintégration de la société.

(50) Cf. Sondage au 1-10° sur le recensement de 1971, volume IV, tableau I. 10, page 21.

(51) L'enquête à objectifs multiples de 1961-63 donne pour les logements en bidonville les pourcentages suivants: 36,3 % des ménages ont une partie d'une pièce aménagée pour faire la cuisine, 36,3 % ont des w.c. privés, 15,8 % ont l'eau courante en privé ou en commun, 21,8 % ont l'électricité. Mais cette enquête ne portait que sur 344 logements, elle semble indiquer toutefois une diminution du nombre de logements disposant de l'eau et de l'électricité. Cf. Enquête à objectifs multiples pages 133 à 135.